

JEUDI 17 JUILLET 2025

INSÉCURITÉ, TRAFICS ET ABANDON DE L'ÉTAT : LA GUADELOUPE NE DOIT PLUS ÊTRE OUBLIÉE !



Dans un communiqué commun du 8 juillet dernier, UNSA Police et UNSA Douanes Guadeloupe alertent, dénoncent, documentent, mais **le silence et l'inaction persistent**. Depuis plus de dix ans, nos organisations syndicales n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme sur **les enjeux de sécurité et de contrôle des trafics en Guadeloupe**. Face à ce constat préoccupant, l'UNSA Douanes a saisi directement les ministres de Bercy et de l'Outre-mer.

→ UN CLIMAT DE VIOLENCE PRÉOCCUPANT EN GUADELOUPE

La justice alerte depuis longtemps sur la montée de la violence dans l'archipel. Le contexte actuel est marqué par une recrudescence inquiétante des actes criminels, avec un 29^e homicide enregistré depuis le début de l'année 2025, dont plus de la moitié commis par arme à feu. Avec une population de seulement 410 000 habitants, ce taux de meurtres place la Guadeloupe en tête d'un classement national bien sombre. Face à cette dérive, la procureure de la République de Pointe-à-Pitre n'a cessé de faire part de son inquiétude, dénonçant notamment **"une utilisation très décomplexée des armes à feu"**.



→ UN INTÉRÊT VITE OUBLIÉ...



En avril 2024, le directeur général et le ministre effectuaient une **visite officielle des services douaniers aux Antilles**, et puis ? Certes, l'instabilité des gouvernements peut freiner des décisions concrètes. Mais, **sur le terrain, les moyens restent limités**, tandis que les armes à feu entrent sur le territoire en parallèle des stupéfiants. Ces flux illicites proviennent en majorité de l'île de la Dominique et transitent souvent par Marie-Galante.

Le procureur général alerte sur la montée d'un véritable système mafieux structurant les phénomènes criminels. Il évoque un point de bascule dangereux : la Guadeloupe, en tant que territoire archipélagique, demeure vulnérable en raison de **ses frontières extrêmement poreuses**.

→ L'UNSA DOUANES GUADELOUPE LANCE UN CRI D'ALERTE FACE AU MANQUE DE MOYENS !

Notre section locale interpelle les autorités et intensifie ses actions. Le jeudi 10 juillet, l'UNSA Douanes a boycotté la formation spécialisée (FS) pour **dénoncer l'absence totale de renforts en effectifs**. Une initiative encore largement relayée par les médias locaux. Elle pointe du doigt un manque de moyens qui fragilise l'action de l'État dans la lutte contre les trafics. Ce déficit expose les agents à des **risques accrus** lors des contrôles et compromet leur santé : sentiment d'inutilité, perte de sens dans les missions, climat anxiogène... autant de facteurs **propices au développement de Risques Psycho-Sociaux**.



L'UNSA DOUANES ASSUME SES RESPONSABILITÉS ET INTERPELLE LES AUTORITÉS

Face à l'urgence de la situation, l'UNSA Douanes agit concrètement. Après une première prise de parole lors de la FS du CSA Réseau, le même jour que la mobilisation de nos collègues en Guadeloupe, nous avons adressé un courrier officiel aux ministres chargés des Comptes Publics et de l'Outre-mer. Dans cette démarche, nous n'avons pas manqué d'alerter également le président de la commission sur les Narcotrafics, soulignant l'écart persistant entre les discours politiques et les actes concrets en matière de sécurité, de moyens et de reconnaissance du travail douanier.

